



Comité Technique Local du Gard

Ce Comité technique local est le premier tenu depuis le mouvement de blocage de ce mois de mai 2018 dans le Gard.

La mobilisation des agents soutenue par les 3 organisations syndicales représentatives Solidaires Finances Publiques, FO DGFIP et CGT Finances Publiques, a permis le blocage de Nîmes Saintenac sur les 4 derniers jours de la campagne IR ainsi qu'une journée pour le site d'Uzès.

Nous constatons encore cette année que ce mode d'action a montré son efficacité par son exposition médiatique, l'écoute et le soutien massif de la population.

D'ailleurs, plus de 700 signatures de soutien de la population ont été recueillies. Elles vous sont remises ce jour en CTL.

Malgré les provocations de certains chefs de services et la tentative d'intimidation reçue par courriel à l'initiative du Directeur Départemental, la mobilisation n'a pas fléchi.

Devons-nous nous attendre à une conception « étriquée » voire intimidatrice du dialogue social ?

Notre action s'est poursuivie par la journée de grève fonction publique du 22 mai parfaitement réussie dans le Gard, puisque avec 37 %, le département se place au 7^{ème} rang national en taux de grévistes.

Notre direction locale va-t-elle enfin tenir compte de ce mécontentement et de ce mal être ?

Pour ne rien arranger, le gouvernement a décidé de s'attaquer frontalement à la fonction publique, à ses missions et à ses agents, refusant d'envisager les services publics autrement que sous l'angle de leurs coûts, sans jamais prendre en compte ce qu'ils apportent à la population, notamment la plus fragile.

Au niveau national, cela se traduit par 38 000 emplois supprimés depuis 2002 à la DGFIP et plus de 200, rien que dans le Gard depuis 2009 !

Missions dégradées et présence territoriale amoindrie; telles sont les conséquences des choix consécutifs des baisses drastiques des moyens de la DGFIP, qui se traduisent par :

- des réorganisations incessantes
- la dématérialisation à marche forcée
- la perte du service public de proximité
- un accueil physique dégradé
- l'abandon de la gratuité des services publics

Les usagers ont manifesté leur soutien et exigent avec nous les moyens nécessaires et indispensables pour une action publique de haut niveau.

C'est parce que nous mesurons le caractère et les conséquences profondément destructrices des réformes envisagées pour les services publics, les agents et les usagers de la Fonction Publique que nous les combattons avec détermination.

C'est précisément pour cela que nous allons continuer de défendre bec et ongles les acquis des luttes et des combats démocratiques, menés par les fonctionnaires avec l'appui de leurs organisations syndicales.

Nîmes le 31 mai 2018